



## United Nations Environment Programme

برنامج الأمم المتحدة للبيئة • 联合国环境规划署  
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT • PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL MEDIO AMBIENTE  
ПРОГРАММА ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ ПО ОКРУЖАЮЩЕЙ СРЕДЕ

# COMMUNIQUE DE PRESSE

**Pour information seulement  
Ceci n'est pas un dossier officiel**

## **L'ETAT DE L'ENVIRONNEMENT : PASSE, PRESENT, AVENIR**

### **Les faits : des choix difficiles au moment où le PNUE lance GEO-3 (troisième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial)**

### **Le PNUE a 30 ans : Environnement et développement : les hommes, la planète, la prospérité**

**Londres/Bruxelles, 22 mai 2002** – Plus de 70 % des surfaces émergées pourrait être affecté par l'impact de l'expansion des réseaux routiers, des industries extractives, des villes et autres infrastructures dans les 30 prochaines années, à moins que des mesures ne soient prises d'urgence.

C'est l'Amérique latine et les Caraïbes qui serait la région la plus frappée, avec plus de 80 % de sa superficie touchée, suivie de près par l'Asie et le Pacifique. Dans cette région, plus de 75 % des terres pourrait être affecté par les perturbations des habitats et autres atteintes à l'environnement, du fait d'une croissance des infrastructures trop rapide et mal conçue.

Par ailleurs, plus de la moitié des habitants de la planète pourrait vivre dans des zones souffrant de stress hydrique grave en 2032 si les forces du marché continuent à avoir la haute main sur la scène politique, économique et sociale mondiale.

L'Asie occidentale, qui englobe la péninsule Arabique, serait sans doute la région la plus touchée, puisque 90 % de sa population vivraient dans des zones souffrant de « stress hydrique grave » en 2032.

Cependant, la proportion d'êtres humains souffrant de la faim semble diminuer dans le monde. Dans l'un des scénarios retenus, la faim ne frappe plus que 2,5 % de la population mondiale en 2032, ce qui correspond aux objectifs de la Déclaration du Millénaire.

Une action concertée des gouvernements, de l'industrie et des simples citoyens pourrait également permettre de réaliser une très importante réduction des émissions de gaz liées au réchauffement mondial. Les concentrations de dioxyde de carbone pourraient,

moyennant une action publique et privée suffisante, commencer à se stabiliser dans l'atmosphère en 2032.

Ce sont là certains des résultats frappants que l'on peut lire dans le rapport GEO-3, troisième rapport sur « l'avenir de l'environnement mondial » publié par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). L'étude analyse les politiques suivies au cours des 30 dernières années et leurs impacts sur l'environnement. Sont ensuite proposés quatre scénarios pour les trois prochaines décennies (voir plus loin « Des choix pour l'avenir ») et une comparaison des effets probables sur les hommes et sur la nature.

Le rapport, établi par plus de 1 000 experts, dont beaucoup font partie du réseau mondial de centres de coopération, dit que nous sommes à la croisée des chemins, car les choix que nous faisons aujourd'hui sont d'importance critique pour les forêts, les océans, les fleuves, les montagnes, la flore et la faune sauvages et les autres systèmes dont dépendent les générations présentes et futures.

GEO-3 conclut qu'une grande partie des changements que l'on constate dans l'environnement sont intervenus au cours des 30 dernières années, depuis la Conférence de Stockholm de 1972 qui a abouti à la création du PNUE.

Mais des améliorations ont été apportées dans des domaines tels que la qualité de l'eau des rivières et de l'air en Amérique du Nord et en Europe par exemple. L'action internationale de reconstitution de la couche d'ozone, qui est le bouclier protecteur de la Terre, par une réduction de la production et de la consommation de chlorofluorocarbones (CFC) est un autre succès notable. Mais de façon générale il y a eu une dégradation progressive de l'environnement, en particulier dans de vastes parties du monde en développement.

Cette dégradation de la qualité de l'environnement sur la planète Terre aggrave la vulnérabilité de sa population (chapitre 3 de GEO-3) aux risques naturels que sont les cyclones, les inondations et les sécheresses, et aux risques d'insécurité alimentaire, de maladies et de modes d'existence non viables à terme, selon les auteurs du rapport.

Les pauvres, les malades et les défavorisés des sociétés et des régions et pays différents sont particulièrement vulnérables. Dans une certaine mesure, chacun est vulnérable aux menaces de l'environnement, mais tout indique que le fossé entre ceux qui peuvent se protéger contre l'aggravation de l'état de l'environnement et les autres ne cesse de se creuser.

On estime que le nombre de personnes affectées par les catastrophes a augmenté, passant d'une moyenne de 147 millions par an durant les années 80, à 211 millions par an durant les années 90. Les pertes financières dans le monde, résultant des catastrophes naturelles, ont été estimées en 1999 à plus de 100 milliards de dollars.

La gravité des catastrophes causées par le climat augmente, et certains experts relient cette évolution aux changements climatiques dus aux émissions anthropiques. Durant les années 90, 90 % des victimes de ces catastrophes ont péri par suite des inondations, des tempêtes et des sécheresses.

Il ressort que presque toutes les évaluations et projections du rapport trouvent leur origine dans le phénomène du réchauffement mondial, dont les effets pourraient perturber gravement les conditions météorologiques au cours des prochaines décennies.

GEO-3 indique aussi que la dégradation de l'environnement est fort coûteuse pour les pays à d'autres égards. L'Inde, par exemple, perd plus de 10 milliards de dollars chaque année, soit 4,5 % de son produit intérieur brut du fait de cette dégradation; à elle seule, la dégradation des sols causée par l'homme entraîne une perte de productivité d'environ 2,4 milliards de dollars.

La dégradation de l'environnement entraîne également une augmentation du risque sanitaire. La pollution par les eaux usées rejetées dans les mers « a précipité une crise sanitaire de très grande ampleur », selon le rapport.

Par exemple, l'absorption de coquillages pollués cause sans doute 2,5 millions de cas d'hépatite infectieuse chaque année, qui font 25 000 morts et à quoi il faut ajouter 25 000 personnes handicapées à long terme en raison de lésions hépatiques.

GEO-3 conclut que cette situation est avant tout le résultat de l'écart grandissant entre les parties riches et les parties pauvres de notre globe. Actuellement, un cinquième de la population mondiale jouit d'une prospérité élevée, voire excessive selon certains. Ce cinquième de l'humanité représente près de 90 % de la consommation personnelle totale mondiale. Par comparaison, quatre milliards d'êtres humains vivent avec moins de 1 ou 2 dollars par jour.

### **Dirigeants du monde entier, capitaines d'industrie, vous et moi : le Sommet mondial pour le développement durable**

Le Directeur exécutif du PNUE, M. Klaus Tøpfer, lors de la cérémonie de lancement du rapport GEO-3 à Londres, déclare : « Je tiens à rendre hommage aux savants et aux experts qui ont rendu ce bilan possible. GEO-3, comme les deux rapports précédents, représente un travail collectif unique en son genre. Ce dernier rapport nous donne à réfléchir, car il nous propose quatre scénarios possibles pour les 30 prochaines années. Nous ne pouvons jamais savoir avec certitude ce qui nous attend, car l'avenir est une contrée inconnue. Mais nous en savons assez, à ce jour, pour voir que les décisions que nous avons prises, ou parfois l'absence de décisions, vont déterminer l'état de l'environnement et les conditions de survie des habitants de l'extraordinaire planète bleue en 2032 ».

« GEO-3 n'est ni une prophétie sinistre ni un voile jeté pudiquement sur la réalité qui nous attend. C'est l'évaluation qui fait le plus autorité à ce jour sur ce que nous avons été, ce à quoi nous sommes parvenus, et l'itinéraire que nous allons probablement emprunter. Les faits qui sont consignés dans ce rapport montrent la quantité énorme de connaissances désormais accumulées sur l'état réel de la Terre. Il souligne aussi les succès obtenus notamment par les gouvernements, l'industrie, le public, dans la tentative de rétablir et de préserver l'eau douce, le sol, la faune et la flore sauvages, les océans, l'atmosphère, des atteintes et des coups qui leur sont portés, en particulier dans les continents et les pays qui ont les moyens de cette restauration » dit Klaus Toepfer.

« Nous avons entre nos mains déjà des centaines de déclarations, d'accords, de directives, de traités légalement contraignants, conçus pour remédier aux problèmes d'environnement

et écarter les menaces qu'ils représentent pour la faune et la flore sauvages, la santé et le bien-être des hommes. Ayons maintenant le courage politique et trouvons les moyens novateurs de financer l'action nécessaire pour appliquer ces accords et pour guider l'évolution de la planète Terre vers un terrain plus salubre, vers une plus grande prospérité. Il y a 10 ans, les gouvernements se sont réunis à Rio pour le Sommet de la Terre. Dans trois mois seulement, nous nous réunirons au Sommet mondial pour le développement durable en Afrique du Sud. C'est un sommet du développement durable mais c'est aussi un sommet de l'environnement. L'environnement pour le développement, c'est là la maxime qui guide l'action du PNUÉ, car sans environnement, il ne peut y avoir le développement indispensable à l'avenir des générations présentes et futures. Nous avons besoin d'actions concrètes, de calendriers concrets, et surtout, de la part de tous, d'une volonté de fer. Ce n'est pas seulement la responsabilité des hommes politiques. Nous sommes tous en quelque sorte des actionnaires de cette entreprise mondiale. C'est alors seulement que les promesses faites à Rio se transformeront en réalité » déclare Klaus Toepfer.

### **GEO-3 1972-2002 : LE PASSE ET LE PRESENT**

**La terre** – La principale pression sur les ressources du sol n'est autre que l'accroissement de la population mondiale. En 2002 il y a 2 220 millions de bouches de plus à nourrir qu'en 1972.

En Asie et dans le Pacifique, les superficies irriguées sont passées de moins de 125 millions d'hectares en 1972 à plus de 175 millions en 2002. Une irrigation excessive, mal conçue, peut dégrader les sols par l'impact de la salinisation, l'accumulation de sel. Plus de 10 %, entre 25 et 30 millions d'hectares, des terres irriguées, dans le monde, sont classées comme gravement dégradées par le sel.

L'érosion des sols est un facteur essentiel de leur dégradation. Ce sont environ 2 000 millions d'hectares de terres, soit 15 % de la surface émergée de la terre, ou une superficie plus grande que les États-Unis et le Mexique réunis qui est désormais classée dégradée du fait des activités de l'homme.

Un sixième environ de cette superficie, soit 305 millions d'hectares de sols sont « fortement ou extrêmement dégradés ». Les sols extrêmement dégradés sont si endommagés qu'aucune remise en état n'est possible.

Les principaux types de dégradation des sols sont l'érosion hydrique (56 %), l'érosion éolienne (28 %), la dégradation chimique (12 %) et les dégâts physiques ou structurels (4 %).

Le surpâturage explique 35 % de la dégradation des sols, le déboisement 30 %, les conséquences de l'agriculture 27 %, la surexploitation de la végétation, 7 %, et l'activité industrielle 1 %.

La montée de l'agriculture urbaine est une des caractéristiques des 30 dernières années. La plupart des ménages en Asie du Sud-Est et dans les îles du Pacifique pratiquent cette activité. Environ 30 % de l'alimentation des habitants de la Fédération de Russie provient des 3 % produits par les jardins et vergers de banlieue. On estime à 65 % la population de

Moscou qui pratique cette activité, l'agriculture urbaine; cette proportion était de 20 % au début des années 70.

**L'eau** —La moitié environ des fleuves dans le monde sont gravement atteints ou pollués. Environ 60 % des 227 fleuves les plus importants de la planète sont fortement ou modérément fragmentés par des retenues et autres grands ouvrages.

Les avantages résultant de ces travaux sont une augmentation de la production vivrière et de l'hydroélectricité. Mais ils causent des dommages irréversibles aux terres humides et autres écosystèmes et, depuis les années 50, entre 40 et 80 millions d'hommes ont été déplacés par les effets de la construction des barrages.

Deux milliards d'hommes, soit un tiers de la population mondiale, sont dépendants des eaux souterraines. Dans certaines parties de l'Inde, de la Chine, de l'Asie occidentale, et notamment de la péninsule Arabique, de l'ex-Union soviétique et de l'Ouest des États-Unis, le niveau de la nappe phréatique baisse par suite de prélèvements excessifs d'eau.

Un pompage excessif d'eau peut entraîner l'intrusion d'eau de mer dans les zones côtières. Par exemple, la contamination par l'eau salée, à Chennai (Madras), en Inde, pénètre maintenant jusqu'à 10 kilomètres à l'intérieur des terres.

Quatre-vingt pays, représentant 40 % de la population mondiale, souffraient d'un grave manque d'eau au milieu des années 90.

Ainsi, 1,1 milliard de personnes n'ont pas l'eau potable et 2,4 milliards n'ont pas de moyens d'assainissement améliorés, surtout en Afrique et en Asie.

Cependant, le pourcentage de personnes desservies par des adductions d'eau améliorées a augmenté, de 79 % en 1990 (4,1 milliards) à 82 % en 2000 (4,9 milliards).

Les maladies d'origine hydrique prélèvent un lourd tribut en vies humaines : deux milliards sont menacés par le paludisme, et 100 millions de personnes sont malades à un moment quelconque; on compte deux millions de décès dus au paludisme chaque année. On compte aussi environ quatre milliards d'épisodes de diarrhée, faisant 2,2 millions de morts par an, soit l'équivalent de 20 avions gros porteurs qui s'écraseraient chaque jour.

Les infestations vermineuses intestinales touchent 10 % des habitants des pays en développement. Six millions de personnes environ sont devenues aveugles par suite du trachome, maladie oculaire contagieuse. Environ 200 millions souffrent de la schistosomiase, une grave maladie parasitaire.

**Les forêts et la diversité biologique** – L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que les forêts, qui couvrent 3 866 millions d'hectares, soit un tiers des surfaces émergées, ont diminué de 2,4 % depuis 1990. C'est surtout l'Afrique qui est touchée, puisque 52,6 millions d'hectares de forêts ont disparu, soit 0,7% du couvert forestier, au cours des 10 dernières années.

La production mondiale de bois ronds a atteint 3 335 millions de m<sup>3</sup>, dont la moitié sont utilisés comme combustible, surtout dans les pays développés.

Les méthodes commerciales d'abattage du bois sont souvent destructrices. En Afrique occidentale, il faut pour produire 1 m<sup>3</sup> de grumes abattre 2 m<sup>3</sup> d'arbre.

A la fin de 2000, des dispositifs de vérification de la bonne gestion des forêts tels que ceux animés par le Conseil de bonne gestion des forêts, avaient certifié comme conforme aux normes de durabilité, l'exploitation de 2 % environ des forêts mondiales. Il s'agit surtout de forêts situées en Allemagne, au Canada, aux États-Unis, en Finlande, en Norvège, en Pologne et en Suède. D'autres dispositifs sont en préparation.

Les forêts de palétuviers, qui constituent un rempart naturel contre la mer et sont des lieux de prédilection pour l'éclosion des alevins, la confection de nids pour les oiseaux migrateurs, qui y font halte, sont menacées par les impacts d'activités telles que l'abattage excessif de bois d'œuvre et de bois de feu, le développement touristique et les infrastructures côtières. Jusqu'à 50 % des zones de palétuviers récemment détruites l'ont été pour la mise en place d'exploitations d'élevage de crevettes.

La perte et la fragmentation des habitats que sont les forêts, les zones humides et les marais de palétuviers (mangroves) ont encore accru les pressions qui s'exercent sur la faune et la flore sauvages mondiales.

Près d'un quart des espèces de mammifères, soit 1 130, et 12 % des espèces d'oiseaux, soit 1 183, sont actuellement considérées comme menacées d'extinction dans le monde.

L'introduction d'espèces allogènes d'une région du monde dans une autre est devenue une menace notable, ces dernières années, parallèlement au changement climatique. En effet, les espèces allogènes ont rarement, dans leur nouvel habitat, de prédateurs naturels, et peuvent donc l'emporter dans la compétition avec les espèces locales, pour l'obtention de sites où elles peuvent se reproduire et s'alimenter.

On estime qu'en 1939, 497 espèces allogènes habitant les eaux douces ou les mers avaient été introduites dans des environnements aquatiques de par le monde. Durant la période 1980-1998, ce chiffre, selon les estimations, avait grimpé à 2 214.

La superficie totale de zones protégées, telles que les parcs nationaux, est passée de 2,78 millions d'hectares en 1970 à 12,8 millions d'hectares en 2000. Leur nombre est passé de 3 392 à 11 496 durant la même période. Une enquête portant sur 93 zones protégées a permis de constater que la plupart réussissaient effectivement à enrayer le défrichage des zones sauvages et dans une moindre mesure à résoudre des problèmes tels que l'abattage de bois, la chasse, les feux de brousse et le surpâturage.

Le moratoire sur la chasse commerciale à la baleine imposée depuis le milieu des années 80 semble avoir été un succès notable.

**Les zones côtières et marines** – En 1994, on estimait à 37 % la proportion de la population mondiale qui vivait à moins de 60 kilomètres d'une côte, ce qui est plus que l'ensemble de la population mondiale en 1950.

À l'échelle mondiale, les eaux usées sont la principale source de contamination, en volume, et les déversements d'eaux usées provenant des pays en développement sont en augmentation du fait de l'urbanisation rapide, de l'accroissement de la population et du

manque de mesures d'aménagement et de financement de systèmes d'évacuation des eaux usées et d'usines de traitement de l'eau.

Le Programme d'action mondial du PNUE pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres a été lancé en 1995 puis redynamisé en 2001. L'un de ses principaux objectifs est de réduire les rejets d'eaux usées.

*L'impact économique de la contamination des mers, mesuré par le coût entraîné par les maladies et par la mauvaise santé, serait de l'ordre de près de 13 milliards de dollars.*

Les rejets d'eaux usées, à quoi il faut ajouter les eaux de ruissellement chargées d'engrais provenant des terres agricoles et les émissions des voitures, camions et autres véhicules, apportent des éléments nutritifs aux océans et aux mers, surtout des composés azotés.

En 1991-1992, les exploitations d'élevages de poissons en République de Corée ont subi une perte de 133 millions de dollars par suite d'efflorescences d'algues toxiques, les marées rouges, qui ont été déclenchées par ces apports d'éléments nutritifs.

L'application d'engrais augmente dans les pays en développement mais s'est stabilisée dans les pays développés.

D'autres menaces pèsent sur l'océan : le changement climatique, les déversements d'hydrocarbures, les rejets de métaux lourds, de polluants organiques persistants (POP) et de débris divers. La sédimentation, qui est le résultat d'activités de construction le long des côtes, mais aussi de l'agriculture et du déboisement, menace gravement les récifs coralliens dans le monde, en particulier dans les Caraïbes, l'océan Indien et l'Asie du Sud et du Sud-Est.

La lutte contre la pollution marine est l'un des principaux objectifs du Programme du PNUE pour les mers régionales qui, avec la signature d'un accord sur la protection des mers régionales du Pacifique du Nord-Est, en mars 2002, couvre désormais pratiquement l'ensemble du milieu marin mondial.

Les pays ont adopté au début de 2001 la Convention de Stockholm sur les POP, qui sont 12 composés polluants organiques persistants particulièrement sales.

On considère qu'un peu moins d'un tiers des stocks de poissons, dans le monde, sont en voie d'épuisement, surexploités ou en cours de récupération, par suite d'une surpêche qui se trouve alimentée par des subventions, qui atteindraient 20 milliards de dollars par an.

**L'atmosphère** – L'épuisement de la couche d'ozone, qui protège la vie sur la Terre contre des rayons ultraviolets dangereux, a atteint des niveaux exceptionnels. En septembre 2000, le trou de l'ozone au-dessus de l'Antarctique couvrait plus de 28 millions de kilomètres carrés.

Le Protocole de Montréal a été adopté en 1987. La production des principaux chlorofluocarbures (CFC), des substances dont on a constaté qu'elles détruisaient la couche d'ozone, est passée par un maximum en 1988 mais est désormais ramenée à des niveaux très bas.

Plus de 1,1 milliard de dollars ont ainsi été fournis à 114 pays en développement pour les aider à éliminer les substances qui appauvrissent la couche d'ozone. À la fin de 2000, la consommation totale de ces

produits chimiques avait été réduite de 85 %. Il faudra attendre le milieu du XXI<sup>e</sup> siècle pour que la couche d'ozone ait retrouvé ses niveaux antérieurs à 1980.

Les concentrations de dioxyde de carbone, principal gaz lié au phénomène du réchauffement mondial, sont actuellement de 370 ppm (parties par million) soit 30 % de plus qu'en 1750. Les concentrations des autres gaz à effet de serre comme le méthane et les halocarbures, ont également augmenté.

Dans la région de l'Asie et du Pacifique, les émissions ont atteint 2 167 millions de tonnes de dioxyde de carbone en 1998; cette région était suivie par l'Europe avec 1 677 millions de tonnes, par l'Amérique du Nord avec 1 614 millions de tonnes, par l'Afrique, 223 millions de tonnes, l'Amérique latine et les Caraïbes, 365 millions de tonnes, et l'Asie occidentale avec 187 millions de tonnes.

En 1997, les pays industrialisés ont adopté le Protocole de Kyoto, qui leur fait obligation de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 5 % environ entre 2008 et 2012, en dessous des niveaux atteints en 1990. Le Protocole comporte également des mécanismes souples qui permettent aux pays de compenser une partie de leurs émissions par des actions positives à l'étranger. Le Mécanisme de développement propre, par exemple, permet de compenser les émissions par la plantation d'arbres ou par un soutien à des dispositifs d'exploitation de l'énergie écologiquement rationnels (« verts ») dans les pays en développement.

Le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat estime que l'application du Protocole coûtera aux pays industrialisés entre 0,1 et 2 % de leur produit intérieur brut.

## 2032 : DES CHOIX POUR L'AVENIR

**L'avenir est entre nos mains : les décisions prises aujourd'hui et demain définiront le type d'environnement pour les générations présentes et futures. GEO-3, dans son chapitre de prospective, présente quatre scénarios aboutissant à des résultats très différents au bout de 30 ans. Nous retiendrons ici les deux scénarios les plus contrastés dans la région : le scénario *Marchés d'abord* et le scénario *Durabilité d'abord*. Le premier prend pour hypothèse un triomphe des forces du marché; le second met au contraire l'accent sur des changements profonds dans les valeurs et les modes de vie, l'adoption de politiques vigoureuses et la coopération entre tous les secteurs de la société.**

**Les terres** – En 2032, près de 3 % de la superficie émergée seraient construits, dans le scénario *Marchés d'abord*. Dans ce scénario, c'est dans la région Asie et Pacifique que les surfaces occupées par les villes et autres zones construites sont les plus vastes, plus de 5 % de la surface totale. Cette proportion est la plus faible en Europe, aux alentours de 2 %. On observe une augmentation de la superficie couverte par les villes en Afrique et en Asie occidentale. Alors que le pourcentage réel peut paraître faible, l'augmentation de la superficie couverte par les routes, les lignes électriques, les aéroports et autres grandes infrastructures a un impact beaucoup plus que proportionnel sur la faune et la flore sauvages (voir la section sur la diversité biologique).

**Dans le scénario *Durabilité d'abord*, la superficie construite continue à augmenter, mais diminue légèrement en Amérique du Nord et en Europe, en dessous de 2 %, à mesure que des politiques d'urbanisme mieux conçues, comportant la construction de villes plus ramassées, de superficie plus réduite, sont adoptées.**

**L'eau** – Le nombre de personnes vivant dans des zones souffrant d'un stress hydrique grave, en chiffres absolus et relatifs, augmente dans presque toutes les régions du monde dans le scénario *Marchés d'abord*. On estime que 55 % de la population mondiale est touchée par le phénomène, en augmentation par rapport à 40 % en 2002. Les proportions les plus élevées sont observées en Asie occidentale avec plus de 95 %, et dans la région Asie et Pacifique avec plus de 65 %.

**Dans le scénario *Durabilité d'abord*, la proportion de personnes vivant dans des régions frappées par un stress hydrique grave reste à peu près constante ou même diminue à la faveur de méthodes de gestion plus efficaces permettant de réduire les prélèvements d'eau, en particulier pour l'irrigation. En Asie occidentale, la proportion reste de l'ordre de 90 %, mais elle diminue de moitié environ aux États-Unis pour ne pas dépasser un cinquième, tandis qu'en Europe elle diminue d'un tiers actuellement à un peu plus de 10 % en 2032.**

**Les forêts et la diversité biologique** – L'expansion rapide des infrastructures, prévue dans le scénario *Marchés d'abord*, devrait entraîner la poursuite et la destruction, la fragmentation et la perturbation des habitats et de la faune et de la flore sauvages. Plus de 70 % des superficies émergées pourraient être affectées dans le monde, les impacts étant les plus graves en Amérique latine et dans les Caraïbes (près de 85 %) et les plus faibles en Asie occidentale (un peu plus de 50 %).

**Dans le scénario *Durabilité d'abord*, les impacts de la construction d'infrastructures continuent à s'alourdir, puisqu'ils touchent 55 % des zones touchées, bien que la situation se stabilise en 2032. Un peu moins de 60 % des terres en Amérique latine et dans les Caraïbes subissent les effets de ces constructions d'infrastructures en 2032, et un peu plus de 40 % en Asie occidentale.**

**Les zones côtières et marines** – Dans le scénario *Marchés d'abord*, la charge d'azote, qui est un indicateur d'un large éventail de polluants d'origine terrestre, augmente fortement en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie et dans le Pacifique, et en Asie occidentale. Alors que l'augmentation de la charge d'azote dans les eaux côtières européennes est généralement moins grave, la côte méditerranéenne subit une pression particulière en raison de plusieurs facteurs : la croissance urbaine, un mauvais traitement des eaux usées, l'essor du tourisme et l'intensification des cultures. La situation est préoccupante dans d'autres zones, et notamment les estuaires de plusieurs grands fleuves comme le Mississippi et le Nil.

**Dans le scénario *Durabilité d'abord*, une meilleure gestion des eaux usées et des eaux de ruissellement se traduit par une augmentation moins importante de la pollution côtière, sauf en Asie occidentale.**

**L'atmosphère** – Les émissions de dioxyde de carbone résultant de la combustion des combustibles fossiles continuent à augmenter, pour atteindre environ 16 milliards de tonnes par an en 2032 dans le scénario *Marchés d'abord*. À la même date, les concentrations de dioxyde de carbone dans l'atmosphère dépassent 450 ppm et progressent pour atteindre probablement 550 ppm en 2050, soit le double des concentrations avant l'ère industrielle.

**Dans le scénario *Durabilité d'abord*, les émissions de dioxyde de carbone augmentent également, mais une modification radicale des comportements, allée à l'introduction vigoureuse de mesures d'amélioration des rendements énergétiques, laissent présager une baisse de ces émissions. En 2032, les émissions mondiales de dioxyde de carbone sont inférieures à 8 milliards de tonnes par an. Cependant, en raison du temps que mettent les phénomènes à se propager dans les systèmes climatiques, les concentrations dans l'atmosphère commencent à se stabiliser vers 2050 seulement.**

**Pour tout complément d'information, contacter :** Robert Bisset, attaché de presse du PNUE, tél. +33-1-44-37-76-13, mobile +33-6-22-72-58-42, courriel [robert.bisset@unep.fr](mailto:robert.bisset@unep.fr) ou Nick Nuttall, chef des relations avec les médias, PNUE, tél. : +254 2 623084, cellulaire : +254 733 632755, mél : [nick.nuttall@unep.org](mailto:nick.nuttall@unep.org)

How to access GEO on the Internet:

Kenya: [www.unep.org/geo3](http://www.unep.org/geo3)  
Japan: [www-cger.nies.go.jp/geo3/](http://www-cger.nies.go.jp/geo3/)  
Mexico: [www.rolac.unep.mx/geo3/](http://www.rolac.unep.mx/geo3/)  
Switzerland: [www.grid.unep.ch/geo3/](http://www.grid.unep.ch/geo3/)  
UK: [www.unep-wcmc.org/geo3/](http://www.unep-wcmc.org/geo3/)  
USA: [grid.cr.usgs.gov/geo3/](http://grid.cr.usgs.gov/geo3/)

**Communiqué de presse du PNUE**